



Le 24 juin : toutes et tous en grève et dans les manifestations

Le 21 Mai 2010, les fédérations des Finances ont porté et réitéré, lors de la rencontre avec les directeurs de cabinet des Ministres à Bercy, une plateforme revendicative unitaire portant sur une triple problématique : missions, moyens - dont la question clé de l'emploi -, droits et garanties collectives des agents. L'échec de cette rencontre n'a fait que confirmer les politiques de rigueur et d'austérité portées par « *Bercy* ».

Le 1er juin 2010, les fédérations des Finances ont envoyé une lettre ouverte aux Ministres, Mme LAGARDE et M. BAROIN, dans la perspective d'une rencontre avec eux le 21 juin 2010. Dans le même temps, elles ont une nouvelle fois dénoncé :

- L'aggravation de la crise économique et sociale tant dans ses dimensions internationales, européennes, que nationales.
- L'annonce gouvernementale d'un plan de rigueur et d'austérité visant notamment à poursuivre et amplifier la casse des services publics, de l'emploi et des moyens alloués aux dits services (réduction de 10 % des dépenses d'intervention des budgets ministériels).
- La poursuite et l'amplification des attaques contre les droits et garanties collectives et individuelles des agents des Finances : statut, protection sociale, retraites...

Dans un tel contexte, pour elles, seuls l'action et le rassemblement massifs des agents des Finances, dans la continuité de la journée de grève du 27 mai, sont susceptibles de créer le rapport de force indispensable pour imposer de la part des ministres des réelles réponses aux revendications des personnels sur :

- les missions ;
- les emplois, les qualifications et le pouvoir d'achat ;
- l'abrogation de la loi dite de mobilité ;
- les conditions de vie au et hors du travail ;
- l'amélioration du code des pensions, le calcul sur les six derniers mois, le maintien de l'âge légal à 60 ans, une meilleure reconnaissance de la pénibilité (départ anticipé lié à l'amiante, régime spécifique des agents de la surveillance des douanes...) ;
- enfin, nos fédérations réaffirment la nécessité de dégager des moyens supplémentaires et nouveaux s'agissant du financement des régimes de retraites qui ne sauraient générer des nouvelles pertes de pouvoir d'achat.

C'est pourquoi les fédérations des Finances CGT, Solidaires, CFDT et UNSA appellent l'ensemble des agents à une nouvelle journée nationale de mobilisation par la grève et les manifestations le 24 juin 2010.